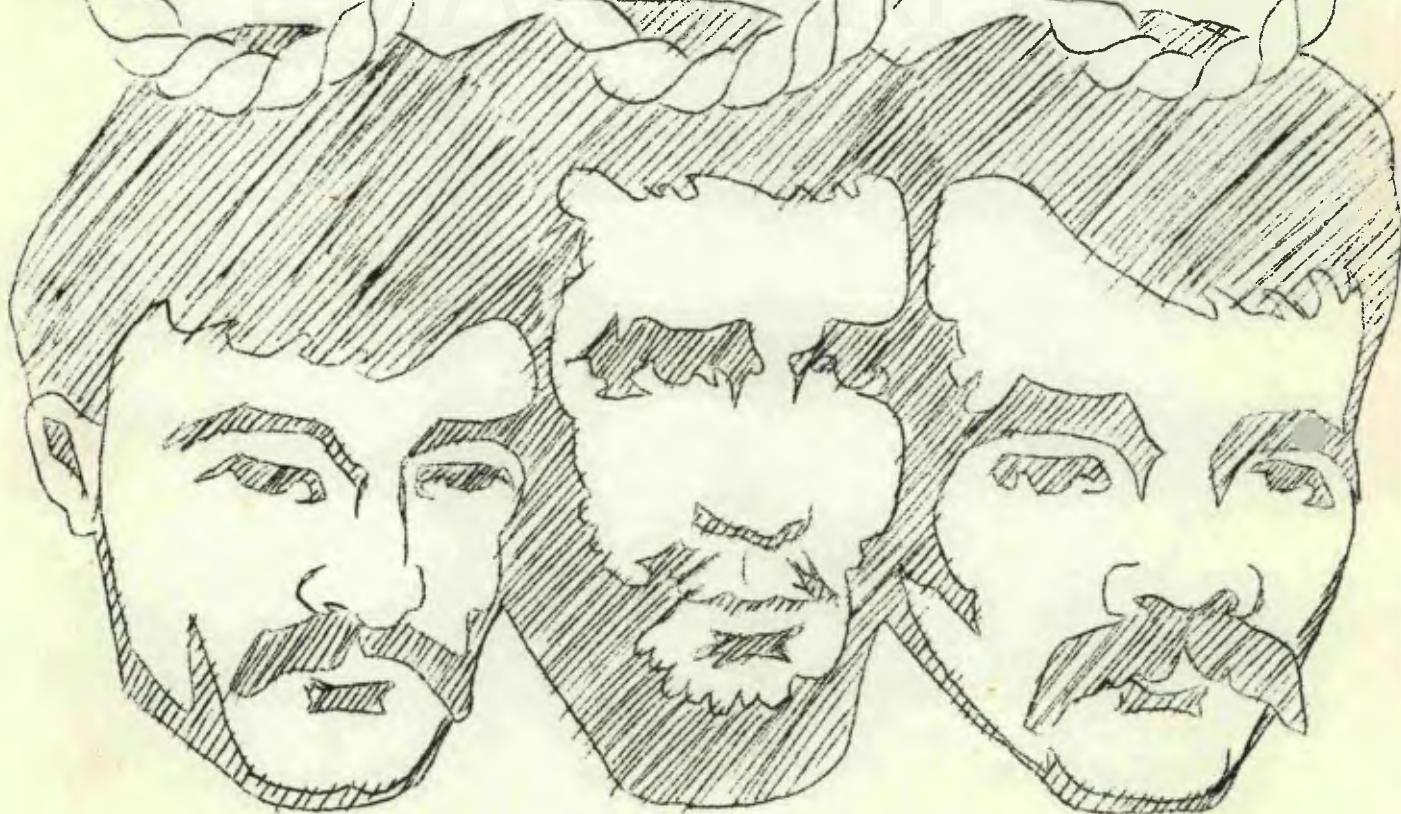


UNION DES ETUDIANTS TURCS EN FRANCE
6, PLACE SAINT MICHEL, PARIS - 6^e



PROCESSION



DİENİZ GEZMİS

PRESENTATION

Un peu plus d'un an après le coup militaire du 12 Mars 1971, l'Union des Etudiants Turcs en France constitue ce dossier au moment même où les condamnations à mort de Deniz Gezmis, Yusuf Aslan et Hüseyin Inan et l'exécution de ces sentences sont d'une actualité brûlante. Pour nous, jeunes, cela restera à jamais comme un événement d'actualité: Puisque c'est l'avenir de notre pays, de notre peuple, du régime démocratique en Turquie qui est en jeu. Puisque c'est la signification des Droits de l'Homme, de la démocratie même qui est en jeu.

Le "Procès Deniz Gezmis" est le résumé condensé d'un texte de 275 pages présenté devant la Cour de Cassation Militaire par les dix avocats pour la défense des "Dix-huit d'Ankara". Le style peu conforme au language juridique est le résultat d'une préparation rapide et surtout de notre insuffisance en la matière.

Les chiffres de références entre parenthèses renvoient au texte original en turc.

Sur le fond, le "Procès Deniz Gezmis" n'est qu'un parmi des dizaines d'autres qui se déroulent devant les Tribunaux d'exception de l'état de siège et dont voici une liste non exhaustive(avec la date du commencement et le nombre d'accusés):

Procès Mahir Çayan (le 16 Aout 1971, 26 accusés)

Procès Cihan Alptekin (le 6 octobre 1971, 19 accusés),

Procès Solmazer (le 11 Aout 1971, 85 accusés);

Procès DEV-GENC (le 21 Février 1972, 227 accusés);

Procès TIP (le 19 Aout 1971, 20 accusés);

Procès TÜS (le 26 Octobre 1971, 167 accusés);

Procès TKP (le 27 Octobre 1971, 29 accusés);

Procès des Séparatistes kurdes (le 12 Décembre 71, 66 accusés);

Procès Bingöl Erdumlu (le 3 Novembre 1971, 10 accusés)...

Nous soumettons ce "Procès Deniz Gezmis" à l'attention de l'opinion publique mondiale afin de la mobiliser pour empêcher que des "actes irréparables et irrémédiabes" ne soient pas commis.

Le texte est suffisamment clair et les arguments qui y sont développés tellement peremptoires qu'il est inutile d'y ajouter un mot. Ce que nous en retenons, nous, la jeunesse, c'est

-que ce Procès est un défi lancé à l'opinion publique mondiale attachée aux Principes des Droits de l'Homme et de la Démocratie,

-que seule une intervention massive et immédiate de tous les progressistes et démocrates du monde entier peut mettre un terme à ces procès gravement injustes;

-que le texte qui suit doit être attentivement lu par tous pour mieux connaître le régime qui s'est installé en Turquie depuis le 12 Mars 1971 et qui peut s'installer dans d'autres pays du monde.

L'Union des Etudiants Turcs en France

Le Comité Exécutif

Paris, le 27.3.1972

PROCES DENIZ GEZMIS

Le Tribunal Militaire n°3 d'Ankara avait condamné à mort Deniz Gezmis et ses camarades : Huseyin Inan, Yusuf Aslan, Recep Sakin, Mustara Yalçiner, Metin Yiðdirimtürk, Mehmet Nakiboðlu, Attila Keskin, Ercan Östürk, Osman Arkis, Metin Güngörmus, Semih Orcan, Mehmet Asal, Mustafa Cubuk, Haci Tonak, Cengiz Baltaci, Ahmet Erdogan, et Irfan Uçar, à 5 ans de prison ferme et une année huit mois en résidence surveillée

Les avocats Halit Celenk, Niyazi Ağırnasli, Kâmil Savas, Orhan İzzet Kôk, Zeki Oruç Erel, Ozden Timurkaynak, Mükerrem Erdogan, Refik Ergün, Sadik Akincilar, Ersen Sansaletkemal Yücel, ont fait appel à la cour de Cassation militaire, (Section 2, dossier n°2:1971-457) pour la cassation du verdict daté du 9.10.1971 (n° 1971-13 et 23).

Introduction:

Dans ce procès historique, le Tribunal Militaire n'a nullement tenu compte de nos plaidoiries. Nos clients et nous-mêmes avons déposé nos défenses écrites dans près de 300 pages où nous avons analysé les conditions socio-économiques de notre pays dans lesquelles avaient lieu les actes commis par nos clients. Ensuite nous avons confronté ces actes avec l'article 146/1 du code pénal afin de voir si les éléments du "crime" étaient bien existants. Or ce Tribunal a totalement ignoré notre demande de porter devant la Cour Constitutionnelle la constitutionnalité de la loi de l'état de siège (la constitution du tribunal militaire même). Il n'a pas expliqué du tout ses considérants concernant les conditions socio- économiques.

miques du pays. Il n'a pas tenu compte de nos demandes légitimes.

OBJECTIONS SUR LA PROCÉDURE - L"Anticonstitutionnalité"

La loi n° 357 (portant sur les juges et procureurs militaires) est anticonstitutionnelle (ses articles 16 et 40). Effectivement, malgré les articles 7, 132 et 138 de la Constitution stipulant l'indépendance et la souveraineté des tribunaux et des juges, ces articles prévoient la nomination des juges procureurs militaires par Ministère de la Défense nationale, donc par le gouvernement. La jurisprudence et les précédentes décisions de la Cour Constitutionnelle demande, avec la Constitution, que le tribunal reste loin de toute ingérence du pouvoir exécutif. Même les procureurs ne sont plus nommés par le ministère de la Justice depuis 1968, sur une décision historique de la Cour Constitutionnelle (JO, 18.4.68, 12878). La nomination des Judges Militaires par l'Etat-Major et le Ministère de la Défense Nationale, est donc anticonstitutionnelle selon l'avis de la Cour Constitutionnelle dans plusieurs précédents. Les principes de "juge naturel" et "l'indépendance des tribunaux"; même dans ces circonstances, il ya eu plusieurs irrégularités graves, portant atteinte à l'indépendance des tribunaux. La nomination anticonstitutionnelle elle-même, est privée de toute garantie.

La Constitution du Tribunal Militaire n°1 est contre le principes de "juge naturel": voir l'article 132 de la Constitution. Alors qu'ici nous sommes en faces du cas "post delictum" (texte en turc, page 14). La procédure naturelle ou exceptionnelle est distinguée par le critère de savoir si le tribunal et le juge compétent sont légalement définis avant

que le délit ne soit commis. Or, les actes qu'on reproche à nos clients sont commis bien avant la constitution des tribunaux qui les jugent! L'état de siège fut proclamé le 26 Avril 1971, et les juges sont nommés le 30.4.71. Dans ces cas, le tribunal naturel de nos clients devrait être le tribunal militaire des forces terrestres. Donc, les articles 16 et 40 de la loi 357 sont contraires aux principes de notre constitution énoncés dans ses articles 7, 8, 32, 152, et 138 !

Or le Tribunal d'instance n'a pas pris au sérieux notre demande à cet égard. Nous insistons sur le sérieux de l'anti-constitutionnalité de cette loi, et demandons la cassation du verdict d'abord sur ce point là.

Le procureur insiste que les tribunaux militaires ont leur légitimité dans la constitution-même. Mais ces tribunaux doivent se conformer avec les principes de "juge naturel" et de "l'indépendance des Tribunaux" et la garantie pour le juge.

Le procureur évoque d'autre part l'absence du "Conseil Suprême des Judges" pour montrer le caractère spécifique des tribunaux militaires. Or, cette institution n'existe pas non plus pour le Conseil d'Etat dont les membres bénéficient pourtant des mêmes garanties que ceux de la Cour de Cassation. Donc ce n'est nullement convaincant. D'ailleurs, la Constitutionnalité de la loi sur l'Etat de siège est contesté par un Parti (le TIP, aujourd'hui interdit) devant la Cour Constitutionnelle, et la Cour Suprême ne s'est pas encore prononcée (loi n°1402, art.11). Nous demandons instamment que le jugement soit retardé en attendant que la Cour Constitutionnelle tranche sur un problème qui est extrêmement grave.

D'AUTRES OBJECTIONS CONCERNANT LA PROCEDURE :

I- Causes pouvant justifier la cassation basées sur l'étude incomplète des circonstances:

1) Nous avons demandé le 2.9.71 que l'on fasse une reconnaissance sur les lieux où il est prétendu que nos clients ont tiré sur les policiers afin de voir s'ils ont tiré pour tuer ou bien pour faire peur. Nous voulions faire confronter les faits avec les photos prises sur les lieux.

2) Dans le cas typique d'Irfan Uçar, le conseil de Médecine Juridique devrait se prononcer en séance plénière, alors que le rapport le concernant fut prise par une section seulement de cet organisme.

3) Les diverses tortures qu'a dû subir Irfan Uçar ont fait l'objet de notre part de demandes d'explication. Il avait été battu à mort, il ne pouvait plus marcher. Nous avions demandé qu'un examen médical ait lieu afin de déterminer s'il ya eu vraiment torture, le Tribunal n'en a nullement tenu compte.

4) Nous avions demandé le texte de l'accord bilatéral turco américain sur la base d'Ahlatlibel, cette demande non plus n'a pas été satisfaite.

II- Contrairement à la loi 353 (art:152), toutes les preuves ne sont pas présentées aux accusés, on ne leur a point demandé ce qu'ils en disaient. Or, au cours de ce procès, le procureur en a présenté 44 !

III- L'unification (birlestirme) des procès: l'article 157/1 de la loi 353 donne l'autorisation au tribunal d'unifier certains procès pour les mener et en décider ensemble. Mais dans le cas de Cengiz Baltaci, on a violé la loi, on n'a joint son procès aux autres que pour le jugement, et seulement pour le jugement. (L'énorme différence entre "ET" et "OU"). Ce qui a fait que Cengiz

Baltaci fut privé injustement de son droit de défense ! (p.36)

IV- Lors de la proclamation de l'état de siège, le procès de nos clients étaient devant le tribunal civil de Ankara, un autre de Kayseri. Le transfert au tribunal civil ne s'est pas fait régulièrement.

- Les déclarations dont dont accusés nos clients ne sont reconnues que partiellement: sur quatre textes, les accusés n'ont reconnu qu'un, celui qui dit l'"Appel de l'Armée Populaire de Libération de Turquie". Ils ont rejeté toutes les autres déclarations. D'autre part, le procureur et le tribunal n'ont reproduit que partiellement cette déclaration dans la décision.

(Après les objections concernant la procédure, les défenseurs de Deniz Gezmis et ses camarades entreprennent la tâche de démontrer le non-fondé du verdict dans son essence, dans le fond, dans son contenu, dans ce qu'il a d'incompatible avec les lois. p.41).

Introduction

Dans la conception contemporaine de criminologie la nécessité impérieuse de prendre en considération les circonstances dans lesquelles le crime a été commis, reste essentielle. Puisqu'ils n'ont commis ces actes dont ils se reconnaissent l'auteur que pour des motifs autres que personnels, il faut chercher pourquoi ils ont commis ces actes. Ce qui nécessite une analyse de la Turquie où nous vivons: Les causes du coup de 1960, ce mouvement lui-même, la Constitution de 61, et les libertés qu'elle a apportées, la période de 60-70, et enfin le coup de 12 Mars. Et tout cela dans un monde bien déterminé. Dans le contexte international

•'EVOLUTION SOCIO-ECONOMIQUE

La deuxième guerre mondiale et les nouveaux horizons du monde. Le désir de vivre indépendant devient de plus en plus irrésistible. Les nations opprimées sont en lutte contre l'impérialisme. Pour la victoire des premières, il faut que l'impérialisme disparaîsse de la surface de la terre. C'est juste il ya 42 ans que Mustafa Kémal avait levé le drapeau de ce combat. C'est ce que font ces jeunes.

C'est pour cette raison que ce procès est un procès historique. Nous espérons que votre Tribunal se rendra compte des tactiques de l'impérialisme de diviser entre elles et de se faire battre entre elles les forces vives dans les pays sous-développés.

Il est incontestablement vrai que dans notre pays il ya une crise. Mais cette crise est le résultat de la contradiction entre le caractère progressiste de la Constitution et le caractère réactionnaire du pouvoir politique. Une Constitution révolutionnaire et un pouvoir contre-révolutionnaire. Le procureur lui-même reconnaît dans son acte d'accusation que tout allait mal avant le 12 Mars. Mais pourquoi en accuser ces jeunes? Les problèmes universitaires de leur côté étaient d'une gravité extrême.

QUI EST CCUPABLE ?

Pour répondre à cette question, il faut affronter les désirs des jeunes et la réalité du pays. Ces jeunes ne veulent que sauver la Turquie de sa semi-indépendance, éliminer l'exploitation intérieure et extérieure, assurer le bonheur au peuple pour un avenir meilleurs. A cet égard, lutter contre l'impérialisme et ses collaborateurs locaux, contre les capitalistes et contre les propriétaires terriens; lutter pour les droits démocratiques et pour l'application totale de la Constitution. Ils ne pensaient

qu'à sauver la Turquie de l'emprise de l'impérialisme considérant que le socialisme était pour nous une fantésie.

Il faut ici éclairer certains points :

LA TURQUIE N'EST PAS UN PAYS REELLEMENT INDEPENDANT.

Oui, depuis Atatürk, notre philosophie c'est "s'il n'y a pas l'Amérique, nous mourrons !". L'Indépendance totale, c'est tout d'abord l'indépendance économique.

PREUVES CONCRETES : Premièrement dans ce processus fut un simple traité commercial avec les USA signé le 23 Février 1945 et stipulant l'octroi d'un crédit de 10 millions de \$ par les USA à la Turquie en échange d'énormes priviléges: Le gouvernement de la République Turque se charge de fournir tout matériel, service, facilité et connaissance au gouvernement américain ! Bien sûr, cela ne s'avérant pas suffisant, quelques 40 000 experts viendront en Turquie obtenir ce qui leur manque. (ici, les défenseurs démontrent comment et pourquoi les USA ont été amenés à nous faire signer ce traité: un pillage de colonie ! (pp.52-5).

Le temps, cela deviendra une obligation pour les gouvernements de Turquie. Les USA s'acquièrent des terres en Turquie avec ce traité, "réorganisent" le système de l'Education Nationale (Par la création d'une haute Commission composée de 4 américains et 4 turcs présidée par l'ambassadeur US: 27.12.1949) D'autre part le traité supplémentaire du 10 Février 1947 accordait aux USA des facilités inimaginables, des priviléges exceptionnels. C'est l'époque du Plan Marshall et de la doctrine Truman d'ailleurs. Le Parti Démocrate au pouvoir. La politique économique. Bayar aux USA, en 1954: "... Nous vous offrons messieurs les businessmen, un marché tout neuf, et ceci avec les meilleures conditions !" Une nouvelle loi pour attirer le capital étranger: 18. I. 54, (loi n°:6224). Une loi de capitulation, en dira Mr.

Inonu, de cette loi préparée par...C.B.RANDAL, un certain expert US. D'autre part, la loi pétrolière de Mr. BALL offre nos ressources aux grandes compagnies internationales. Donc une implantation forte. La création de l'OTAN.

"MILITARY FACILITIES AGREEMENT", signé le 23 Juin 1954. Les bases. (la structure socio-économique du pays est longuement analysée).

LE POUVOIR AP DEVANT LA CONSTITUTION DU 27 MAI :

Le AP a violé la Constitution.

Les principes de la laïcité sont rejetés: cas, voir p. 110.

Les principes de l'Etat de Droit ont souvent été violés.

L'art. 114 de la Constitution fut pratiquement annulé. Le contrôle de l'appareil judiciaire sur l'administration, l'indépendance des tribunaux...

Les principes de l'Etat social aussi... Aucune mesure véritable n'a été prise par le pouvoir AP...

Sur le plan de l'inviolabilité de la personne, sur la substance des droits de l'Homme. Malgré les clauses très libérales de la Constitution, des tortures ont été pratiquées sur des individus à maintes occasions: a) un repos médical a été ordonné à Salman Kaya par un hôpital à la suite de son passage à une station de police ! (p.122)

b) le cas de HIDIR ALTINAY : à la sûreté d'Ankara, le 5.3.1971.

Il a été cruellement battu et passé au courant électrique.

c) Le cas des "Artistes Populaires" en 1969 (24 JUILLET).

d) le siège et la "conquête" de la cité de la faculté des sciences politiques d'Ankara, le 24.1.1971. Les deux cas de jeunes filles Dilber Agca et Serpil Calislar aussi sont révélateurs..

Liste non limitative...

LA JEUNESSE ET SON DEVOIR

Tout est confié à la jeunesse par le fondateur de la République Parcequ'elle seule est capable de s'y adonner entièrement. La République et l'Indépendance, le Régime, les Révolutions, tout. Dans ces conditions, la jeunesse ne peut plus s'enfermer dans des bibliothèques, ne s'occuper que de ses études.

Comment a-t-il commencé le combat? Dans ses plus modestes revendications la jeunesse se voyait battue par la police. Les réformes ne se réalisaient pas. Elle a pris conscience que les problèmes de la jeunesse universitaire ne pouvaient se résoudre qu'avec les problèmes de la Turquie.

(les défenseurs établissent ensuite une longue liste où ils résument les activités anti-impérialistes de la jeunesse entre Mai 1967 et Novembre 1970 (p. 136-141).

Les METHODES DE COMBAT DE LA JEUNESSE

La jeunesse menait sa lutte par des voies parfaitement légales. Mais si les principes de l'Etat de droit sont bafoués par le pouvoir, si la Constitution est mise à l'écart de la pratique, si les réformes ne sont pas faites, si les commandos d'extrême-droites sont militarisés par le pouvoir, si les militants sont froidement assassinés sans que les assassins soient punis, ni identifiés, si la police est utilisée contre une partie de la population au lieu d'être au service de tous, si en bref tous les moyens légaux de lutte sont arrachés un à un à la jeunesse, c'est le pouvoir lui-même et non la jeunesse est le responsable d'activités illégales et hors-la-loi. Même le ministère de l'intérieur avait préparé un "plan de paix" contre les jeunes qui se rendraient à la campagne. Or ces jeunes ne parlaient que de la terre, de la Constitution et des droits qu'elle accordait au paysan.

M. ERIM: "Si les étudiants, nos enfants de 18-25 ans, pensent comme nous le pays ne progresse point.. Ils doivent penser à l'avenir, à l'avenir lointain que nous ne pouvons pas voir, nous, rien de plus naturel à cela, rien d'étonnant... On se pose des questions si l'occupation des locaux est un délit ou non.. Mes chers confrères, j'ai été modestement professeur à la faculté de droit. C'était le temps du Parti Unique et j'enseignais le Droit Public. Je disais ceci dans mes cours: "si dans un pays les dirigeants exercent une répression et oppriment les citoyens, du fait que ce sont eux qui ont violé le contrat social, les derniers ont le droit légitime de se révolter". J'ai dit cela à l'époque du Parti Unique à la Gaculté de Droit d'Ankara, je l'ai écrit dans mes livres, et je n'ai nullement été poursuivi !". (Discours devant l'Assamblée Nationale, le 26.6.1968). D'autre part Mr. Erim approuve les jeunes dans leur boycott et l'occupation des locaux, parce que, dit-il, notre système d'éducation est tellement mauvais et anachronique. (p.144).

C'est les attaques de commandos fascistes qui a poussé la jeunesse à s'armer à son tour. Les commandos étaient organisés ouvertement, et avec la complicité de la police. La police elle-même était devenue l'ennemie professionnelle de la jeunesse. Devant ces faits, la jeunesse révolutionnaire a fait recours aux armes elle aussi pour sa LEGITIME DEFENSE (p.149).

Voici une liste non limitative des jeunes assassinés par les commandos et avec la complicité de la police:

25.7.1968	Vedat Demircioğlu
28.7.1968	Atalay Savaş
16.2.1969	A.Turgut Aytaç, Duran Erdogan
Aout 1969	Mehmet Doğan(Les événements de Tunceli)
19.9.1969	Mehmet Çantekin
23.9.1969	Mustafa Taylan Özgür
10.12.1969	Mehmet Büyükksevinç
14.12.1969	Battal Mehetoğlu
30.12.1969	Serif Aygün
12.4.1970	Dr. Necdet Güçlü
30.4.1970	Yaşar Serpin
16.6.1970	Yaşar YILDIRIM
18.6.1970	Mustafa Baylan
12.9.1970	Necmettin Giritlioğlu
16.10.1970	Hüseyin Çapkan
12.12.1970	Hüseyin Aslantaş
20.12.1970	Firuz Mehmedî(Iranien)
25.12.1970	Nail Karaçam
27.12.1970	Ilker Mansuroğlu
29.1.1971	Serafettin Atalay
3.3.1971	Hidir Altınay
5.3.1971	Erdal Şener
5.4.1971	Niyazi Tekin

C'est dans cet esprit que le mémorandum du 12 Mars mettait en cause la grave responsabilité du Gouvernement et du Parlement, et non celle de la jeunesse. Les patriotes sont dans les rangs d'accusés, alors que les vendeurs de la patrie sont traités avec respect(page:158).

L'ARTICLE 146/1 DU CODE PÉNAL ET LES ACTES DES ACCUSÉS

Dans la conception moderne de criminologie, le principe fondamental est que les délits et les sanctions sont définis uniquement par la loi. C'est ainsi que l'arbitraire est écarté afin d'assurer une justice parfaite. Cela est devenu d'ailleurs un principe de base de toutes les Constitutions.

La loi doit définir les délits avec leurs éléments. Si un élément manque, le tribunal doit en tenir compte. Or dans le cas de ces accusés il n'en est point ainsi: Notre code pénal prévoit les cas de "tentatives" dans ses articles 61-62. Tentative et tentative manquée. Or le Tribunal y ajoute une troisième phase qu'est "l'orientation vers l'acte puni" par l'auteur. Ce n'est pas conforme aux principes de notre code pénal de considérer séparément l'article 146/1 parce qu'il s'agit des crimes contre l'ordre établi. Les actes précédant le délit ne doivent pas être inclus dans les éléments de celui-ci défini par l'article 146/1. Car ces actes-là sont évoqués par le même code pénal dans ses articles 168-172. Les auteurs italiens aussi sont de notre avis. "Actes destinés à des objectifs définis (déterminés)" n'est pas suffisant pour parler de "tentatives". Les actes préparatoires pour le délit ne sont punis que dans les articles 169-172 du code pénal.

Tentative et ses éléments.

L'article 146 parle d'une action préméditée, mais son caractère décisif c'est la violence.

Pour qu'il puisse y avoir un délit, il faut absolument qu'il y ait une action définie par la loi. C'est l'élément matériel du délit. Notre article 146 ne définit pas cette action, d'où même les tentatives sont considérées comme les éléments matériels du délit. Il faut que ces actions soient convenables (propices) pour entraîner

des résultats considérés comme délits et punis comme tels. Car les actions punies par l'article 146 sont les actes d'exécution. Si l'acte n'est pas approprié pour aboutir aux résultats attendus, le délit ne se produit pas, même si l'action en elle-même est très dangereuse. Un lien de causalité doit être trouvé entre l'acte commis et le résultat escompté. Le meilleur critère dans ce domaine, c'est de savoir si le moyen approprié est utilisé. Cela veut dire que les actes incapables de réaliser le résultat attendu ne peuvent pas être considérés comme l'exécution".

Or, l'article 146 parle des résultats attendus: "changer la constitution complètement ou partiellement, l'abroger; empêcher le Parlement d'exercer ses fonctions." Il faut non seulement avoir entrepris des actes dans ce but, mais aussi avoir utilisé des moyens propices à l'exécution de ces actes.

LES ELEMENTS DE LA TENTATIVE

Le code pénal turc exige 4 éléments pour pouvoir parler de tentative:

- 1) L'existence de la prémeditation (KASIT)
- 2) L'utilisation du moyen propice
- 3) Avoir commencé l'exécution
- 4) La non-réalisation du résultat doit être l'œuvre des facteurs ne dépendant pas de la volonté de l'auteur.

A la lumière de ces éléments examinons le cas de nos clients :

Le Tribunal dit: "Notre Tribunal a examiné l'ensemble des actions commises et a défini ainsi l'élément moral du délit. Si l'on examinait séparément ces actes on aurait affaire à des crimes ordinaires. Or cela impliquerait qu'on néglige l'objectif idéologique qui se trouve à la base de tous ces actes. C'est cette unité qui constitue l'objectif final des auteurs."

Or c'est la nature du délit qui apparaît: délit politique. Or ce

délit politique apparaît plusieurs fois dans notre code pénal. Il faut donc se servir d'autres critères tels "le moyen propice" et "le début de l'exécution".

Quel est l'élément de prémeditation dans ces actes? Quels sont les objectifs des accusés? Selon le Tribunal, c'est violer, abroger la Constitution.

Le Tribunal donne un caractère idéologique au procès. Or les articles auxquels il se réfère ne sont même pas écrits par les accusés. Certains de ces articles ayant servi comme preuves contre eux sont écrits bien après l'acte commis le 15/1/71 ! Et d'autre part, les actes commis par les accusés n'ont rien à voir avec le marxisme-léninisme. Voilà ce qu'ils disent :

"Nous avons travaillé pour une Turquie démocratique et indépendante mais on nous a battu... Nous avons voulu que l'on applique pleinement la Constitution mais nous avons été assassinés... On nous a arrêtés, emprisonnés, torturés... Nous avons été attaqués par des bandes armées du pouvoir, nous avons dû nous armer en légitime défense. Notre objectif n'est pas de violer la Constitution, bien au contraire nous voulons que la Constitution soit réellement appliquée... Notre but est de réaliser les réformes prévues par cette Constitution, la Réforme Agraire en premier lieu. C'est de rendre à notre pays l'indépendance qu'il avait du temps d'Ataturk. C'est en bref, la réalisation des idéaux kémalistes qui n'ont pas pu être réalisés à cause de la mort prématurée de Mustafa Kemal."

Pourquoi dans ce cas le procureur parle de l'idéologie marxis-te-léniniste? Tout ce que les accusés demandent est conforme à la Constitution. D'autre part, le Tribunal attribue aux accusés des idées qui ne sont pas les leurs: "Ils veulent abolir la propriété privée, la classe capitaliste, le droit de grève, les libertés individuelles et le système parlementaire". Aucune preuve ne peut

- 12 -

je la défendrai toujours. Notre but c'est de chasser l'impérialiste.

me américain, ses collaborateurs les patrons locaux, les propriétaires terriens et les usurieurs... Pourquoi on veut dénaturer notre objectif?"

Voilà Mehmet Asal: "Nous combattons pour l'instauration de l'ordre prévu par la Constitution de 1961, et c'est pour cela que nous avons le front haut devant notre peuple."

Voilà Mustafa Cubuk: "Combattre l'impérialisme et ses collaborateurs n'est nullement combattre la Constitution. L'essentiel, c'est l'avenir de la Turquie et celui du peuple de Turquie."

Voilà Haci Tonak: "C'est Mustafa Kémal qu'on juge ici, les continuateurs de son oeuvre, et la Constitution de 1961... Il nous est arrivé d'être battu par la police du port du texte de la Constitution. Ce n'est pas nous qui avons violé la Constitution, mais ceux qui maintiennent un ordre contre cette constitution."

En effet, comme le constate le mémorandum du 12 Mars, la Constitution a été sans cesse violée par le pouvoir, par le Parlement et le Gouvernement ensembles.

Les accusés ont vivement défendu la réforme agraire. La réforme agraire c'est la distribution des terres aux paysans, c'est leur donner la propriété privée de cette terre. Comment ils peuvent être accusés de vouloir abolir la propriété privée dans ces cas? L'homme est responsable de ses actes. Les accusés, eux aussi, sont responsables des leurs. Ces actes sont connus... L'objectif n'est pas la préméditation. Or le Tribunal affirme dans son jugement que les accusés voulaient un régime socialiste. Même si cela est vrai en doivent-ils être condamnés? Condamner l'homme de ses buts lointains est-il conforme à la loi? Comment accuser une personne de ses pensées concernant un avenir lointain?

De ce point de vue, il serait intéressant d'analyser le cas des accusés à la lumière du "Traité relatif à la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales" du Conseil de l'Europe signé à Rome en 1950 et promulgué comme loi en Turquie le 19 Mars 1954 :

Article 2 : "Le droit de vivre de chacun est garanti par la Loi.

Article 9 accorde la liberté de pensée, de conscience et de religion, et la liberté d'expression.

Article 14 interdit toute distinction de race, de religion, de langue, de richesse, d'opinion politique et autres... Pour pouvoir bénéficier des garanties mentionnées dans ce traité, l'égalité en matière d'opinion politique est essentielle.

Ce qui veut dire en clair que les opinions politiques ne peuvent nullement servir d'instruments pour accuser un individu. L'opinion politique des accusés ne doit pas servir de "preuves". D'ailleurs, l'article 12 de notre Constitution proclame : "Tout le monde est égal devant la loi sans distinction de langue, de race, de sexe, d'opinion politique, de croyance philosophique, de religion ou de culte". Cette égalité devant la loi doit être respectée vu la nature des textes à ce sujet. Or le Tribunal donne à croire qu'il n'a point tenu compte de ces principes : "La jeunesse qui avait été provoquée par les partis de l'opposition contre le Parti au pouvoir avant 1960, est-il dit dans le jugement du Tribunal, a été orientée ou attirée vers la direction d'un régime marxiste-léniniste ou maoïste au lieu d'un régime de droit, d'un régime d'Etat social..." Le Tribunal constate ensuite que la jeunesse était partie pour chercher des solutions à ses problèmes universitaires mais par la suite elle a été amenée à mettre en cause le régime politique, les structures socio-économiques du pays, et que le socialisme révolutionnaire a su en profiter." Ils (les jeunes)

crurent qu'un régime marxiste-léniniste apporterait toutes les solutions aux problèmes du pays... Ce régime marxiste-léniniste va être instauré par la violence des armes... Il est clair que les accusés ont adopté le marxisme-léninisme comme leur guide d'action et sont passés à l'action dans le but d'instaurer un régime communiste." Le Tribunal fait allusion aux passages extraits d'une brochure saisie à l'imprimerie avant d'être publiée intitulée "La Révolution Ininterrompue" pour démontrer qu'ils sont bien marxistes-léninistes. Pour trouver l'élément "préméditation" dans ces délits, il faut donc, selon le Tribunal, étudier la théorie de la révolution démocratique nationale, d'où il ressort que les accusés sont effectivement des marxistes-léninistes.

"Notre Tribunal, est-il dit dans ce texte, a examiné les actes dans leur ensemble et a déterminé l'élément moral du délit en partant de ces faits. Si l'on examinait les actes séparément, on aurait perdu l'objectif idéologique qui se trouve à la base de ces actes." La preuve de leur culpabilité c'est leur opinion politique! Ceci est contraire aux clauses de notre Constitution et du Traité des Droits de l'Homme. Le Tribunal a agi contre la loi. Nous demandons la cassation du verdict.

LA CONDITION DE "MOYENS APPROPRIES"

Pour qu'on puisse parler de l'existence d'une tentative, il faut avoir entamé l'action par des moyens appropriés. Le début d'exécution n'est concevable qu'à cette condition. Selon le Tribunal, ce début d'exécution a eu lieu le 29 Décembre 1970 par le fait qu'à ce jour, Deniz Gezmis, Yusuf Aslan, Hüseyin Inan et Cinan Cemgil ont tiré sur une station de police située en face de l'Ambassade USA à Ankara. C'est avec quatre révolvers qu'ils ont réalisé cet

acte , et il est inconcevable de faire commencer le délit par ces moyens car ils ne sont pas capables d'entraîner le résultat attendu de cette action. Le Tribunal évoque la supériorité des accusés en armes par rapport à l'armée même ! Or, l'examen de leur armement a révélé qu'ils n'avaient que 9 revolvers 5 stens, 4 Thonson, 10 fusils, 11 jumelle, 4 grenades et une certaine quantité de dynamite et de capsules. Avec ces armes là, on ne peut pas abroger la Constitution de la République turque ni empêcher ses organismes légitimes de fonctionner !

Le critère de savoir si le moyen est approprié, c'est de voir le but escompté et le moyen mis à l'œuvre pour l'atteindre. Dans notre cas c'est impossible de réaliser qu'on détruit un Etat avec 4 revolvers; Pour réaliser un hold-up, ou tuer un homme, nous convenons que ces armes remplissent les conditions requises, mais pour renverser un Etat, non ! Vu cette situation, le délit défini dans l'art. 146 est impossible à commettre ! Et on ne peut pas punir ces accusés d'un acte qu'ils ne pouvaient pas commettre, car personne ne peut être puni d'un acte irréalisable (islenmezlik).

L'EXECUTION DOIT AVOIR COMPENCE :

Le fait d'avoir tiré sur une station de police ne constitue pas le début de l'execution du délit de renverser l'Etat ou d'abroger la Constitution. D'ailleurs, même si c'était possible, ce ne serait valable que pour trois d'entre eux puisque ce sont eux qui ont tiré et non les autres ! Sont considérés "actes d'execution" toutes les actions qui, lorsqu'elles sont accomplies constituent des délits. Les autres sont qualifiées de préparatoires et ne peuvent être punies. Avec l'accomplissement de ces actes le délit de renverser l'Etat ou abroger la Constitution n'aura

pas été commis. En outre, la prémeditation de chaque accusé doit être clairement démontrée, et les actes de chaque accusé doivent se situer dans le cadre de l'exécution d'une action cohérente, destinée à atteindre le but poursuivi par l'auteur. L'accusé doit être si près du but, à un point de non-retour. Nos clients sont bien loin d'un tel point. On ne peut leur attribuer l'intention de commettre ce crime, que par analogie, ce qui est exclue comme méthode de droit pénal. Normalement, nos clients devraient être jugés selon les articles 168-172 du code pénal, et non selon l'art. 146.

Les art. 168-172 punissent les actes préparatoires pour un crime; former un guerilla armée, inciter au crime, etc... Ces actes là constituent les éléments d'un seul plan destiné à un but défini qui est considéré comme crime à punir. Ils sont punis à n'importe quel stade de leur développement. La loi punit la volonté illégale, mais ne punit pas la volonté pure et simple: il faut que cette volonté se traduise en guérilla armée pour pouvoir être punie.

Il faut d'autre part que les auteurs soient nombreux, et leur volonté commune. (le nombre, le concept d'arme, l'unanimité dans le but... p. 225) La guerilla, c'est l'Armée Populaire de Libération de Turquie, et ainsi, seuls les membres de cette organisation peuvent être punis par l'art. 168 et pas les autres. Le début d'exécution selon le Tribunal, se situe au moment où les accusés ont tirés sur une station de police. Pour des raisons que nous venons de citer, les éléments matériels du délit ne sont pas réunis pour que les accusés puissent être punis !

a) Le début d'exécution n'est pas entamé

b) même selon l'article 146, chaque accusé doit savoir où et quand a commencé l'exécution du délit.

c) Les moyens appropriés ne sont pas mis en oeuvre pour que le délit puisse être commis...

Avant de voir les faits reprochés aux accusés, Il faut attirer l'attention du Haut Tribunal sur le fait qu'un dossier de trois classeurs a servi de base dans le Jugement du Tribunal d'Instance sans que ce dossier ait été introduit dans le fond de ce procès. C'est contraire à la loi.

LES ACTES DONT SONT ACCUSES NOS CLIENTS

- 1* Recep SAKIN: a) L'enlèvement du soldat américain Jimmy Finley
(l'accusé nie d'y avoir pris part)
b) Participation au groupe des Montagnes de Nurhak
(à l'est du pays)
c) Appartenance à l'Armée Populaire de Libération
de Turquie (THKO).

Ces actes ne sont nullement ceux définis par l'article 146, et nous demandons la cassation du verdict.

- 2* Yusuf ASLAN: a) Avoir tiré sur la station de police le 29.12.70
b) Participé au hold-up de la Banque du Travail à Emek le 11 Janvier 1971.
c) Participé à l'enlèvement de Jimmy Finley et à celui des 4 soldats américains le 4 Mars 1971.
d) Résisté aux forces de sécurité à Sarkisla.
e) Appartenir à la THKO.

Les accusations portées contre l'accusé n'étant pas des actes d'exécution, il y a changement de nature et l'article 146 n'est pas applicable.

3* Osman ARKIS: Un seul acte, celui de participer au groupe des Montagnes de Nurhak.

Aucun des éléments du crime n'existe.

- 4* Semih ORGAN: a) Participé au groupe des montagnes de Nurhak.

Seul acte. L'article 146 n'est nullement applicable.

5* Ercan OZTURK: Participé au groupe des montagnes de Nurhak, venu se rendre aux autorités locales d'Elbistan comme ses autres camarades rescapés.

La nature du crime ayant changé, l'article 146 devient inapplicable.

6* Deniz GEZMIS: a) Tiré sur la station de police le 29.12.1970.

b) Participé au hold-up (v:Y.Aslan,b).

c) Lié les mains à un agent de police qui était venu par hasard chez Sevim Onursal.

Pour les mêmes raisons nous demandons la cassation.

7* Mehmet ASAL : Participé au groupe de Nurhak, venu se rendre aux autorités à Kayseri après la mort de ses camarades. Aucun des éléments requis dans l'article 146.

8* Metin YILDIRIMTURK: Le même acte que Mehmet Asal.

9* Ahmet ERDOGAN: Le même acte avec cette différence près qu'il a été livré aux autorités par les paysans.

10* Metin GUNGORMUS: Le même acte que Mehmet Erdogan.

11* Hüseyin INAN: a) Participé au hold-up (voir Yusuf Aslan,b)

b) Le même acte que Deniz Gezmis (d).

c) Participé à l'enlèvement des américains.

12* Mehmet NAKIBOGLU: Participé au groupe Nurhak. En réalité, il n'est même pas membre de la THKO, son crime est d'avoir été capturé en même temps que Hüseyin Inan chez son oncle à Pinarbasi. Il est condamné d'ailleurs à deux ans de prison pour port d'arme prohibée le 15.9.1971 par un tribunal civil.

13* Mustafa CUBUK: Il n'est même pas membre de la THKO. Il se trouvait sur les montagnes de Nurhak mais il a été renvoyé chez lui parce que malade, on ne lui avait même pas donné d'armes. Son crime pourrait être celui de ne pas dénoncer ses camarades. Nous demandons la cassation du jugement.

14* Haci TONAK: Participé au groupe de Nurhak, et a été capturé lors de l'affrontement avec les forces de sécurité près du village

"Inekli".

- 15* Mustafa HALCINER : Participer au groupe de Nurhak, effectuer la liaison interurbaines, planifier des raps de voitures des banques, vouloir dynamiter la base américaine de Karahan.
- 16* Atilla KESKIN : Appartenir à la THKO, participer au groupe de Nurhak, transporter l'argent volé dans des banques, être capturé à Istanbul alors qu'il travaillait comme garçon dans un café avec de faux papiers.
- 17* Cengiz BALTACI: L'accusation portée contre lui n'a nullement été démontrée, pourtant on l'a condamné à mort.
- 18* Irfan UCAR : Louer l'appartement "Amaç" où les autres accusés ont habité. Même cela n'est point démontré.

L'article 59 du code pénal prévoit les circonstances atténuantes. Notre demande auprès du Tribunal fut rejetée. Or :

- Les accusés ont tout fait, dans toutes leurs actions, pour éviter de faire du mal aux gens, et encore moins causer la perte de vies humaines;
- Nos clients ont agi en homme, ils n'ont jamais fait preuve de mauvais traitements aux soldats américains qu'ils avaient enlevés;
- Ils ont toujours été très honnêtes devant les tribunaux et n'ont jamais manqué de sincérité. Ils ont raconté tout malgré l'absence des preuves contre eux. Ils n'ont jamais tenté de tromper la justice.

D'autres raisons atténuantes pourraient être évoquées, mais le tribunal a rejeté notre demande parceque "l'attitude et comportement des accusés devant le Tribunal" ne permettraient

pas leur accorder cette grâce. Quelles attitudes, quels comportements ? Le Tribunal n'en parle pas. D'ailleurs il faut absolument prendre en considération les conditions politiques dans lesquelles ces actes ont été commis : les conditions socio-économiques l'évolution politique de notre pays, la semi-indépendance, la non application de notre constitution, l'attitude brutale envers une jeunesse qui voulait défendre la constitution et les réformes prévues par elle, les tortures qu'on a fait subir à la jeunesse, les attaques contre elle, et sa légitime défense en s'armant devant les bandes de commandos équipés par la police... Et c'est finalement parce qu'elle a vu tous les moyens légaux lui échapper qu'elle a commis des actes qu'elle reconnaît ici.

Le mouvement du 27 Mai 1960 (Coup d'Etat progressiste qui a renversé le régime Menderes) et le mémorandum du 12 Mars constatent précisément ce point que c'est le parlement et le gouvernement qui sont responsables de cet état de choses.

Nos clients ont agi dans l'intérêt du peuple et du pays, ils ont toujours été loin de tout intérêt personnel.

Le but ne devient préméditation que lorsqu'il se transforme en action. Et les objectifs ne peuvent en aucun cas être considérés comme délits. Car il ne peut y avoir de crime futur !

RESUME :

Raisons pour lesquelles ce jugement doit être cassé:

PROCEDURE :

- 1) La constitution du Tribunal de l'état de siège est contraire à la Constitution.
- 2) La restriction du droit de défense par la présentation d'un dossier de 44 pages au tribunal sans que celui-ci en fasse état et demande aux accusés s'ils n'ont rien à dire.
- 3) Etudes incomplètes sur les faits et les lieux, les événements de torture n'ont nullement été pris en considération par exemple.
- 4) L'unification des dossiers contre la loi (n°:353).
- 5) Certains de ces procès se trouvant devant d'autres tribunaux, cela constitue une raison de cassation.

DANS LE FOND :

- 1) La préméditation définie dans l'article 146 n'existe pas chez les accusés.
- 2) Les moyens appropriés n'ont pas été utilisés dans les actes.
- 3) L'absence d'une action pouvant constituer le "début d'exécution" dans aucun de ces cas.
- 4) Le changement de nature de délit n'a pas été pris en considération.
- 5) Malgré l'insuffisance de preuves M. Cengiz Baltaci a été condamné alors que sa défense écrite n'a même pas été discutée dans le jugement.
- 6) Le rejet sans justification des circonstances atténuantes par le Tribunal à l'égard des accusés.

FRANSIZ BASININDA TÜRKİYE

ANKARA, Mart 14 - Başbakan Nihat Erim bugün verdiği demeçte, hükümetinin Türkiye limanlarını Amerikan Altıncı Filosu'na tekrar açacağını açıklayarak "bu, Türkiye'deki anti-Amerikan solcu unsurların ezilmesi sayesinde mümkün oldu," demiştir.

(International Herald Tribune, 15.3.72)

İDAM SEHPASI ÖNÜNDE ÜÇ GENÇ (Le Monde, 17.3.1972)

Yar ortalaması yirmidördü geçmeyen üç genç Türkiye'de kısa bir süre içinde idam edilme tehlikesiyle karşı karşıya bulunmaktadır. Türkiye Halk Kurtuluş Ordusu'nun kurucularından Deniz Gezmiş, Yusuf Aslan ve Hüseyin İnan, marksist-leninist düzen kurmak amacıyla hükümet sistemini zorla değiştirmeye kalkışmakla suçlanmaktadır.

Bir yıl önce, 12 Mart 1971'de yapılan ordu darbesinden bu yana Türkiye'de benzeri görülmemiş bir baskı uygulanmaktadır. Sadece "solcular" (x), şiddet taraftarları değil, ılımlı solcular, liberaler, velhasıl konformist olmayan herkes aynı biçimde baskı altında ezilmektedir... Türkiye Demokratik Direniş Hareketi (Resistance democratique en Turquie)'nin bu hafta açıkladığı rapora göre, onbinden fazla aydın, üniversite öğretim üyesi, öğretmen, işçi, köylü, sendikacı, sanatçı, öğrenci zindanlara atılmıştır. Bunlardan çoğu çok kötü muamelelere ve iğkencelere tabi tutulmuştur.

Çesitli protestolara, müracaatlara, bu "barbar" kampanyaya son verilmesi için çetili hükümetlerin el altından yaptığı müdaħalelere rağmen, toplu tasfiyeler ve insan avı biçiminde yürütülen baskilar önlenememiştir... Yüksek askeri komutanların gözdesi olan Başbakan, kendisini tamamen, muhaliflerin yada muhalif sayılanların tamamen tasfiyesine vermiştir.

Ancak bütün belirtiler göstermektedir ki, Deniz Gezmiş, Yusuf Aslan ve Hüseyin İnan'ın idam edilmeleri hiçbir şeyi halletmeyecektir; aksine yeni şiddet hareketlerine yol açacaktır. - ERIC ROULEAU

SIKIYÖNETİMDE HAYAT (Le Monde, 29.3.1972)

Son 26 Nisan'dan beri Türkiye sıkıyönetim altında yaramaktadır. Ordunun 12 Mart 1971 tarihli muhtırasıyla iktidara gelen Bay Erim, 1961 Anayasası'nı elden geçirmekle ise başlamıştır. Ancak Başbakan bu değişikliklerle de tatmin olamamıştır, değiştirilmiş anayasa bile onun gözünde hâlâ çok liberaldir. Bay Erim, tüm solu ve tam bağımsızlık savunucusu kemalistleri kıskıvrak bağlayacak ek baskı yasaları çıkartarak bu i̇e bir çare bulmak hesabı içindedir. Bay Erim'in bildirdiği göre, bu yasaları çıkartıldığı takdirde, sıkıyönetim kalksa bile, "yurt düşmanları"na karşı sıkıyönetimin uyguladığı baskı ve tedbirler aynen devam edecektir.

Gectigimiz yıl rejim bakımından hayli verimli geçmiştir. Düzen koruyucu kuvvetler yığınsal tutuklamalarda kendilerini adamaklısı sinamak ve çesitli soruşturma teknikleri denemek olağanı bulmuştur; büyük kentleri "tirmiklama"

(x) Buradaki "solcu" kelimesi, fransızca metindeki gauchiste karşılığı kullanılmıştır. Politik yelpazedeği genel anlamında değil, sosyalist örgütten bağımsız olarak eyleme giren grup yada kişileri niteleyici anlamdadır.

stratejisini adamakilli geliştirmislerdir. Şüpheli bir kişiyi ölü yada diri yakalatana 100.000 lira ödül koyarak Sultan Hamit döneminde kurulmuş olan genel hafifiyelik sistemini yeniden düzenlemislerdir. Uyarmadan ateş etmek pratigini yasallaştırmışlardır. Mermiden kalbura dönmüş cesed fotoğrafları yayarak kamuoyuna kutsal bir terör esinletmislerdir.

Askeri adalete gelince, o da, sikiyönetimin ve mahkemelerinin kendilerine ismarlanan görevleri uygulama yetkisinin hukuki degerini incelemekte olan Anayasa Mahkemesi'nin kararını beklemenin yararsız olduğu gürüyüne varmıştır. Gerçi sanık avukatları, sikiyönetim mahkemelerinin ve idam cezalarının yasadıllığını tanıtlayan Anayasa'nın 7, 8, 32, 132, 138 vb. maddelerine dayanarak itirazlarda bulunmuşlardır ama, bouna... Yargılamadaki usulsüzlükleri, iiddianameerdeki gelişkileri, yalan tanıklıkları, savunma hakkının kullanılmasına getirilen engelleri gerekçe gösteren itirazlar da hiçe sayılmıştır...

Üç İngiliz Teknisyeninin Kaçırılması Üzerine
MİLLİ GÜVENLİK KURULU LİDERLERE UYARIDA BULUNUYOR
(Le Monde, 29.3.1972)

Üç İngiliz teknisyeninin "solcu" bir komando grubunda kaçırılması üzerine, Cumhurbaşkanı'nın, yüksek rütbeli subayların, başbakanın ve bazı bakanların teşkil ettigi bir danışma örgütü olan Milli Güvenlik Kurulu, ülkenin polit liderlerine, "kısır çekismeleri" bırakmalarını ve ulusal reform çalışmalarında Bay Erim'i desteklemelerini isteyen bir uyarıda bulunmuştur. (...) Bay Erim, gündüz, parlamentoda grubu bulunan bütün politik örgüt başkanlarına gönderdiği ve yürütme organının güglendirilmesi yolunda anayasada yeni degişiklikler talep eden 18 Mart 1972 tarihli mektubunu açıklamıştır. Bay Erim'in elde etmek istediği yeni yasal tedbirler, temel olarak, sikiyönetim kaldırıldığında bir Devlet Güvenlik Mahkemesi kurulmasını, yasalaştırma sürecinin hızlandırılmasını, devlet örgütünden ve üniversitelerden solcu ogelerin tasfiyesini öngörmektedir.

Anayasa Mahkemesi, pazartesi akşamı, Deniz Gezmis, Yusuf Aslam ve Hüseyin İnən'in ölüm cezalarının uygulanmasını öngören yasanın biçim yününden bozulması igin Cumhuriyet Halk Partisi'nce yapılan istemin kabul edildigini bildirmiştir. Öte yandan CHP Genel Başkanı Bay İsmet İnən, üç İngiliz teknisyeni ni kaçırılanlara radyodan bir konu ma yaparak, Türkiye Halk Kurtuluş Ordusu üyesi üç solcunun idam hükümleri bozulmadığı takdirde rehinelerin katledileceği yolundaki "iğrenç tasarıları"ndan vazgeçmeleri çağrısında bulunmuştur. Resmi kaynaklarca bildirildigine göre, rehimelerin konutuna bırakılan bir mektupta, kaçırıcılar, üç solcu idam edildiği takdirde rehinelerin "hemen öldürüleceği" tehdidine bulunmaktadır.

CHP'nin Anayasa Mahkemesi'ndeki girişiminin sonucu olarak, İnfaz Savcısı, infazda tereddüde düşmesi halinde mahkemeye başvurma hakkı tanıyan maddeye dayanarak Ankara Birinci Sikiyönetim Mahkemesi'ne başvurmuştur.

"Tereddüt" Müracaatının Reddinden Sonra
İDAM HÜKÜMLÜLERİNİN AVUKATLARI YARGITAY'A BAŞVURACAK
(Le Monde, 30.3.1972)

Ankara (A.F.P.)- Ankara Birinci Sikiyönetim Mahkemesi, İnfaz Savcısı'nın "tereddüt" müracaatını reddetmiştir. Savcı, "tereddüde durtüğü" için üç solcunun idamlarını ertlemis bulunuyordu. Mahkeme "tereddüde mahal olmadığı" sonucuna vardıktan sonra üç idam hükümlüsünün avukatları Yargıtay'a başvurmaya karar vermişlerdir. Ankara hukuk çevrelerinde, Anayasa Mahkemesi CHP'nin bozma istemini esastan karara bağlamadıkça üç idam mahkumunun idam edilemeyecekleri gürüü savunulmaktadır. Gerçekten de Türkiye Anayasası, "ciddi tereddütler" olduğu takdirde hükmün askiya alınmasını öngörmektedir.

Türkiye Başbakanı Bay Nihat Erim ve İçişleri Bakanı Bay Ferit Kubat, Karadeniz'in doğu kıyısında bulunan Ünye'deki İngiliz radar üssünün üç teknisyeni ni pazar akşamı kaçırın solcularla bir "uzla ma"ya niyetli olmadıklarını 28 Mart salı günü bildirmiлерdir. Bay Erim, "bunlar ekiyanın son çırpnışlardır; yakalanacaklar ve şiddetle cezalandırılacaklardır," demistir. Bay Ferit Kubat ise, kıyı şehirleri Ordu ve Samsun'un ve Tokat İli'nin köylerindeki aramalarda "gerektigince

"güvenlik kuvveti" kullancagını, aramaların "bütün Türkiye'de yapıldığını" bildirmiştir. Ayrıca, kaçırılan üç İngiliz'i bulmaya yarayacak bilgi verecek olanlara 100.000 Türk Lirası vaade edilmistiştir.

İngiliz teknisiyenlerinin kaçırılmasından kırksekiz saat sonra, olayı kapsayan esrar perdesi hâlâ kalkmamıştır ve bazı sorular belirmektedir.

Nitekim, resmi Anadolu Ajansı, salı akşamı kaçırma olayının şüpheli-lerinin Cihan Alptekin, Ertugrul Kürkçü, Sinan Kazım Özüdogru, Ercan Eng ve Ali Karşilanın olduğunu açıklıyordu. Bunların hepsi Ankara'daki idam mahkumu Deniz Gezmış, Yusuf Aslan ve Hüseyin İnan'ın da üye bulunduğu yasaklanmış Döv-Geng örgütünün yöneticileridir. Sözde İngilizler tarafından kaçırıcılar arasında teshis edilen Ömer Ayna'nın adı ise bu listede yer almamaktadır.

Nihayet ilk resmi açıklamalarda, kaçırıcılar tarafından bırakılmış olup üç İngilizin serbest bırakılması için üç idam mahkumunun saliverilmesini şart koşan bir mektubun sözü edildiği halde, hemen arkadan böyle bir belgenin varlığı Ordu Valisi Bay Musa Eran'ca kesinlikle yalanlanmış bulunmaktadır. Bir başka tuhaf şey, simdiye kadar isledikleri eylemleri her zaman kabul eden solcu örgütlerin bu kez, su ana kadar sessiz kalmış olmalarıdır. - J.G.

Karadeniz Kusatmasının Trajik Sonu:

TÜRK TEDHİŞÇİSİ, REHİNELERİYLE BİRLİKTE ÖLDÜLER (Le Figaro, 31.3.1972)

İki Resmi Açıklama:

- Gerillalar saklandıkları evi havaya uçurdular.
- Güvenlik kuvvetleri tarafından öldürülmeden önce, kaçırıcılar rehineleri vurmuşlardır.

Bu olay sonuna kadar esrar perdesiyle gevralı. Dram üzerine iki açıklama söz konusu. (...) Bununla birlikte, tedhisçilerin, ölüme mahkum edilen Türkiye Halk Kurtuluş Ordusu'nun üç militanının serbest bırakılması isteginden vazgeçip kendilerinin ülkeden sagsalim çökabilmeleri üzerinde durdukları sanılmaktadır. Ancak yetkililer bu çözüm yolunu da reddetmişlerdir. (...) Gerçekin meydana çıkışının gerçekten güç olacaktır. Dogru açıklama hangisi olursa olsun bu kaçırma olayı trajediyle son bulmuştur. Ancak ikinci açıklama Türk yetkililerinin tabii daha çok işlerine gelmektedir. Böylece, üç mühendisin katlini önlemek için ellerinden geleni yapmadıkları yolunda bir suçlamanın önünü alabilirler. Öte yandan, kaçırıcıların rehinelerle birlikte kendilerini "feda etmeleri", ülkenin devrimcileri üzerinde önemli bir etki yaratabilir. Şehitler bazen tehlikelidir.

TÜRKİYE: KATLİAM (Combat, 31.3.1972)

Dram gerçekten nasıl sonuçlandı? Kuşkusuz, bunu hiçbir zaman kesin olarak öğrenemeyecegiz. Rehinelerle birlikte kendi kendilerini dinamitedikleri yolundaki açıklama, ilan edilmesinden birkaç dakika sonra yalanlandığına göre, muhtarın evinéne kaza dönmüş olmasına rağmen, simdilik ikinci resmi açıklamaya bağlanmak gerekiyor.

TÜRKİYE'DE CANAVARCA KİYIM (France-Soir, 1.4.1972)

Üç rehinenin ve gerillaların ölümü üzerindeki esrar perdesi:

1. AÇIKLAMA: Gerillalar kendi kendilerini dinamitle havaya uçurdular.
2. AÇIKLAMA: Ordu, Kanadalı ve İngilizleri öldüren tedhisçilerin tümünü taradı.

Karadeniz kıyısındaki NATO radar istasyonlarından birine bağlı olan üç teknisiyenin kaçırılma olayı basından sonuna kadar esrar dolu bir nitelik taşıy়or. Tek kesinlik şu: Gordon Banner, Charles Turner, John Law ve onları kaçırın on kişi Karadeniz kıyısından 100 Km. kadar içerde, küçük bir köy olan Kızıldere'de, ordu ve polis tarafından kuşatılan muhtarın evinde dün öğleden sonra öldüler. (...)

Olayın son safhası dahi açıklığa kavuşturmamaktır. Türk yetkilileri bir kaç saat arayla birbiriyle çelişkili iki açıklama yayınlamışlardır. Ayrıca bu açık-

s.4.

lamalar da bazı noktalarda olaya tanık olan gazetecilerinden ayrılmaktadır. (...) Yetkililer tarafından olay yerinde elde edilen bilgilere dayanılarak yapılan birinci açıklamada güvenlik kuvvetleri saklandıkları evi saatlerce ablukaya aldıktan sonra, tedhişçilerin teslim olmactansa, rehineleriyle birlikte kendilerini havaya uçurdukları belirtilmektedir. Ancak bir süre sonra bunu İğisleri Bakanı düzeltmek geregini duymustur: "Silahlı kuvvetler eve girmeyi basardıklarında üç teknisiyen elli arkadan bağlı olarak, kafalarına sıkılan birer kursunla öldürülmüşlerdi. Bunun üzerine çarpışma başladı ve sonucunda bütün tedhişçiler öldürüldüler." (...)

Bununla birlikte, basın mensuplarının bildirdigine göre, askerler, evin damını uçuran şiddetli bir patlamadan sonra saldırıyla geçtilerdir. Tanıklar, tedhişçilerden eski hava tegmeni Saffet Alp'in son çarpışma sırasında, teslim olmaya çalışırken, dışarıda öldürüldüğünü belirtmeliidir.

BİR KEZ DAHA SERT YÖNETİM TARAFTARLARI KAZANDI (France-Soir, 1.4.1972)

Dün Kızıldere trajedisi bir daha kanıtladı: Türk Hükümeti'nde sertlik ve ayricalıksız baskın taraftarları, bir yumuşama siyasetine eğilim gösterenlere baskın çıktıtır. Böylece 12 Mart 1971 askeri kuvvet darbesinden bu yana ağır basan eğilim adamaklı güçlenmiş bulunuyor. (...)

CHP Genel Başkanı'na göre, hükümet başkanı Nihat Erim'in bütün solu "cani anarsistler"le bir tutması hatadır. Toplumsal gerilimi artırmaktan ve eninde sonunda rejimin şiddetle devrilmesi taraftarlarını gülgendirmekten başka bir işe yaramayacaktır. (...)

Erim'in askerler tarafından iktidara getirilmesinin nedeni olarak gösterilen radikal reformların hiçbir şimdide kadar uygulamaya sokulmamıştır. 1970'teki yüzde 66'luk devalüasyondan bu yana fiyatlar bir ok gibi yükselmiş, toplumsal dengesizlikler şiddetlenmiştir. Köylüler pençesinde inledikleri derin sefaleti belki hafifletebilecek bir toprak reformunu hâlâ beklemektedirler. -F. PATTEYN

TÜRKİYE'DEKİ KAÇIRMA OLAYININ TRAJİK SONUCU (Le Monde, 1.4.1972, Sayfa:2)

Karadeniz kıyılarında, Ünye'de bulunan İngiliz radar üssünden üç teknisiyenin kağırlaması, rehineler dahil on üç kişinin ölümüne yol açtı. Bu arada şüphe yok ki, dramın gerekte nasıl sonuçlandığı hiçbir zaman açık bir şekilde bilinmeyecek. Anadolu Ajansı'nın yabancı ülkelere ilk resmi yayınına göre, ordu kuvvetlerince 30 Mart perşembe sabahından beri sarılmış olan kaçırıcılar, teslim olmayı reddetti ve rehineleri, aracılık eden bir arkadaşları ile birlikte, dinamitle kendilerini havaya uçurmulardır. Kısa bir süre sonra yayınlanan aynı şekilde resmi ikinci bir tercüme yayınına göre ise, üç teknisiyen güvenlik kuvvetlerinin saldırısından önce sol militanlar tarafından öldürülmüşlerdir.

Bu ikinci tercüme yayında dinamitleme olayı söz konusu edilmemektedir. Oysa ki olay yerinde hazır bulunan gazete muhabirleri, Kızıldere Muhtarı'nın evini sarmış olan müfrezenin sol saldırısından az önce evin kiremitli damını havaya uçuracak kadar şiddetli bir patlama üzerinde önemle durmaktadır. Solcu militanlar, onurlu bir anlaşmaya varılması için yaptıkları bütün tekliflerin devamlı olarak reddedildiğini görmekte umutsuzluga kapılıp toptan intihar etmeleri mi söç konusudur? Reuter Ajansı'na göre dram hakkında verilen birbirine zıt dış haberler, yetkili makamların, solcu militanların davalarının kahramanı olmalarını saglayabilecek bir intihar haberini engelleme niyetlerinin belirtisi olabilir. Gazetecilere üç teknisiyenin cesedlerinin fotoğrafı gösterilmisti, fakat ölümün bir patlama yada çarpışma sonucu meydana geldigini bù fotoğraflara göre öne sürmek mümkün degildir.

Avukat Şener Sadi'nin bu isteki rolü de aydınlanmamış degildir. Türk Hükümeti'nce aşırı solcuların "dost'u olarak nitelenen Şener Sadi, yetkililere teslim olmaları için onları ikna etmeye çalışırken feci bir ölümle ölmüştür. Her iki yanında da bu böyle bildirilmiştir. Fakat sonradan Şener Sadi'nin eve girememesi olduğu ve kendisine de hiç bir zarar gelmediği öğrenilmiştir. O halde resmi bildirilerde Şener Sadi'ye ait olduğu ve yıkıntılar arasında bulunmuş olduğu söylelenen ondördüncü cesed kimindir?

Ortaya çıkan başka sorular da var. Kaçırıcılar pazarı pazartesiye baglayan bütün bir geceyi İngilizlerin Ünye'deki apartmanında geçirdikten sonra, orada bıraklıklar teknisiyenlerin gözlerini baglamaya neden ihtiyaç duymuşlardır? Yetkililerin iddia ettikleri gibi "maskeli ve silaklı olarak" kırlarda dolaşmaya, köylülerin dikkatini çekmeye neden gerek görmüslərdir? Zitliklar ve acaiplikler, resmi makamların gerçegin tümünü söylemedikleri kanısını güçlendiriyor.

DÖRT GÜNLÜK SIKINTILI BEKLEYİŞ

27 Mart Pazartesi:

11.00: 26 Mart pazar gecesi solcu bir militan grubunun, Dogu Karadeniz kıyılarındaki Ünye'de bir askeri radar istasyonunda çalışan üç yabancı teknisiyeni - iki İngiliz, bir Kanadalı - kaçırıldığı Ankara'dan bildiriliyor.

11.46: UPI Ajansı'nın bildirdigine göre, Ünye Radar istasyonunun komutanı Cengiz Tung, olayın aşağıdaki şartlarda cereyan ettiğini söylemiştir: Karanlık bastığı sırada mitralyözlü beş adam, yedi arkadaşlarıyla birlikte aynı apartmanda oturmakta olan üç teknisiyeni -Charles Turner, Gordon Benner ve Joe Law- evine baskın yapmışlardır. Kaçırıcılar hepsinin ağını sımsıkı kapayıp tıkadıktan sonra bütün gece obada kalmışlardır. Pazartesi sabahı üç teknisiyeni alıp oradan çıkmışlardır.

14.07: Reuter Ajansı'nın bildirdigine gäre, Türk emniyetinden bir gruplu, bağlı ve ağızları tıkalı olarak apartmanlarında bulunan şahısların, polis tiplerindeki fotoğraflardan, kaçırıcılardan ikisini tanındıklarını söylemiştir. Bular 30 Kasım 1971'de İstanbul'daki bir cezaevinden kaçmış olan Türkiye Halk Kurtuluş Ordusu üyeleri Ömer Ayna ve Cihan Alptekin'dir.

14.18: Associated Press Ajansı'nın bildirdigine gäre, Ordu Valisi Musa Eran, diğer yedi İngilizi "bağlı ve elleri tıkalı bir şekilde bulan, teknisiyenlerin ağızıdır," demistir. Londra Guardian Gazetesi'nin İstanbul temsilcisinin göre, Alptekin on teknisiyeni uzun süre soruya çekmiştir. Burada sandalyelerine bağlı olarak bırakılan yedi İngilizin gözleri ancak kaçırılanlarla rehineleri evden çıkarılarken bantlanmıştır.

18.39: Resmi kaynaklar, adam kaçırılanların, İngilizlerin evine bırakıtları bir mektupta, Ankara'da ölüme mahkum edilmiş olan üç solcunun idamı halinde rehinelerini "hemen öldürcekleri" tehdidine bulunduklarını iddia ediyor. Cumhuriyet Halk Partisi Genel Başkanı İnönü, kaçırıcıların bu mektuplarına dayanarak bu "iğrenç proje"lerinden vazgeçmeleri için çağrıda bulunuyor.

22.43: Mektubun varlığı gerek Ordu Valisi Musa Eran, gerekse Ünye Savcısı tarafından kesinlikle yalanlanıyor.

28 Mart Salı:

9.00: İçişleri Bakanı Ferit Kubat, Sinop ve Trabzon arasında başlan-

ış olan araştırmaları bizzat yönetmek için Ünye'ye geliyor. Üç rehinenin bulunmasına yarayacak bilgi verebilecek olan kimselere 100.000 lira ödül konuyor. İstanbul'da yeni bir "terörist avi" başlatılıp birçok tutuklamalarda bulunuluyor.

18.17: Basbakan Nihat Erim ve İçişleri Bakanı Ferit Kubat, "eskıya" ile bir "uzlaşma"ya girişmeye niyetleri olmadığını ileri sırlıyorlar. Kubat öte yandan, arama için gerektiği kadar birlik kullanacağını bildiriyor.

19.10: İstanbul Sıkıyönetim Komutanı General Faruk Türün halkı muh- temel sabotaj terebbüslerine karşı uyanık olmaya çağırıyor ve yapılmakta olan bir araştırmaya göre 1970 Kasım'ında İstanbul Opera yangınının, geçen yılki Eregli Yüksek Fırını'nın patlamasının ve bu ay başında Halic'te Marmara Gemisi'nin batısının sabotajlar sonucunda meydana gelmiş olabileceğini ileri sürüyor.

21.17: Resmi Anadolu Ajansı, kaçırma olayının muhtemel tertipçilerinden Cihan Alptekin, Ertugrul Kırkçı, Sinan Kazım Özüdoğru, Ercan Enç ve Ali Karayılan şeklinde bir düzeltme yapıyor. Hepsi de Ankara'da ölüme mahkum üç kişi gibi, yasaklanmış olan Dev-Geng'in üyesi. Ömer Ayna'nın adı listede gözükmüyor.

29 Mart Çarşamba:

12.45: Resmi bir şahsiyete göre, kaçırma olayı, Dev-Genç yöneticilerinden bir gekirdek tarafından 1970'te kurulan Türkiye Halk Kurtuluş Cephesi'nin üyesi Mahir Çayan yönetiminde hazırlanmış ve gerçekleştirılmıştır. Ayrıca, Fatsa ve Ünye'de soruya çekilen kişilerin sorgularından anlaşıldığına göre, Mahir Çayan, üç teknisiyeni kaçırmasından birkaç gün önce Karadeniz kıyısındaki bu iki şehirde

kalmış olabilir. Altı kişiinin, Çayan'a ve kaçırmaya olayına katılan dört arkadaşına yataklık ettiği kanıtlanıyor.

15.00: İçisleri Bakanı Ferit Kubat, kaçırcıların "maskeli ve silahlı" olarak Ünye şehrinin güneyinde yüz kilometre kadar uzaktaki Niksar civarında görüldüklerini bildiriyor. Kızılılülerden yiyecek istemelerdir. Agence France Press'e göre, Türk Hükümeti, "üç teknisyenin sağ-salim olduğunu ve kaçırcılardan iyi muamele gördüklerini" bildirmekle, bağlantı kurulduğunu ihsas ediyor.

30 Mart Perşembe:

11.25: Yetkililer, kaçırcılar ve rehinelerinin, Niksar'dan 40 Km. ötedeki Kızıldere Köyü Muhtarı'nın evinde şafaktan beri sarılmış olduklarını, takviye birliklerinin oraya doğru aktığını bildiriyorlar. Kaçırcılar teslim olmayı reddetmekte ve "bizimle görüşmezseniz İngilizleri öldürürüz" diye bagırmaktadır. Ankara'dan Kızıldere'ye bir düzine çelik yelekli ve keskin nişancı polis gönderiliyor.

12.43: Olay yerine gelen Ferit Kubat, kaçırcıların kostugu şartları "devamlı olarak reddediyor" ve rehinelerin hayatını tehlikeye sokmak amacıyla güvenlik kuvvetlerinin ateş yapmaktan sakınacağını ileri sürüyor.

14.38: UPI Ajansı Muhtar Emrullah Eraslan'ın evinde mevzilenen kaçırcıların, muhtarın karısı ve iki çocugunu rehin aldığılarını bildiriyor.

16.06: Reuter Ajansı'na göre kaçırcılar kendilerini kuşatan güvenlik kuvvetlerine ateş açtılar, sonra da Türk Genel Kurmay Başkanı'nın kendileriyle görüşmeye gelmesini istediler. Bir asker elinden yaralandı. Polis Sefi Orhan Erbug, "silah kullanmak istemiyoruz ama bizi zorlarlarsa bu iyi beş dakikada bitiririz," diye bildiriyor.

16.15: Önceki gün Ünye'de tutuklanmış olan Avukat Şener Sadi, aracı olarak teslimi görmek üzere kuşatılanların yanına gönderiliyor. Hürriyet Gazetesi'ne göre kaçırmaya olayın hazırlıkları oniki gün kadar önce Ünye üssünde çalışan İngiliz personelinin oturduğu apartmanın birinci katında bulunan avukatın odasında yapılmıştır.

17.03: Anadolu Ajansı, yayınlanan ilk díí resmi bildirisinde söyle diyor: "Sıkıştırılan teröristler, teslim olmayı reddettikten sonra, sigindıkları evi havaya uçurdular. On terörist, üç rehine ve aracı öldü."

17.14: Resmi kaynaklardan bildirildigine göre, dün tutuklanmış olan Avukat Şener Sadi'nin önceden haber verdiği güvenlik kuvvetlerinin son saldırısından sonra ki teröristler rehineleriyle birlikte bulundukları evi havaya uçurmaya karar vermişlerdir. On kişi de Türk Ordusu üniforması giymis durumdadırlar.

17.25: Ankara'da resmi kaynaklarca bildirildigine göre, Mahir Çayan, Kızıldere Muhtarı'nın evine siginalı birkaç ay olmustur. Evde bulunan patlayıcı maddelerin miktarı, bir yıllık bir zamanda biriktirilebilecek kadar çok. Muhtar ve ailesinin adı hiçbir şekilde anılmamaktadır.

18.22: Resmi bir düzeltme: "Mahalli saatle 14.10'da polis kuvvetler sarılmış olan eve silah kullanmaksızın girdiler." "Teröristler ögle üzeri rehinelem öldürmüştürlerdi ve polisler de teröristleri öldürdü." Habere göre, İngilizler kafalarına birer kursun sıkılarak öldürülümüşlerdir. Elleri arkalarından bağlı olarak bulunmuşlardır. Haber söyle devam ediyor: "Ölüm saat 12'den önce olmuştur. Evin arka kısmında devam eden çarpışmada bütün anaristler saldırıyla geçen kuvvetler tarafından öldürülüdü. Aralarında Avukat Sadi de bulunuyordu." Haber ayrıca öldürulen solcu militanların isimlerini de açıklıyor: Ertugrul Kürkü, Cihan Alptekin, Mahir Çayan, Ahmet Atasoy, Hüdai Arikán, Bu son iki isim, olayların başından beri ilk defa söylemektedir. Henüz teshis edilemeyen son cesedin Ömer Ayna olduğu sanılıyor.

21.14: Bakanlar Kurulu başkanlığından verilen bir habere göre, öldürülen teröristlerin isimlerine Erhan Saruhan ve Saffet Alp'in isimleri de ekleniyor.

23.03: Türk gazetecilerine göre, güvenlik kuvvetleriyle, Kızıldere'de muhtarın evinde sarılmış olan on devrimci militan arasında aracılık eden Avukat Şener Sadi ölmemiştir. Aynı kaynaga göre, askerlerin saldırısı, evin içerisinde kiremit çatayı havaya uçuran şiddetli bir patlamadan sonra saat 14'e doğru yapılmıştır.

KAÇIRMA OLAYINI YARATANLAR:

MAHİR ÇAYAN: Yirmiyedi yaşında, Ankara SBF son sınıf öğrencisi. Devrimci Gençlik Örgütü Dev-Genç'in en etkili liderlerinden biri sayılıyor. Maoist eğilimli, Türkiye Halk Kurtuluş Cephesi'nin önde gelen kurucularından. Israel Konsolosu Efraim Elrom'un kaçırlılışı ve öldürüsüne katılmaktan suçlanarak bes hafta süren ha-

reketli bir takipten sonra yakalanmıştı. Diplomatın öldürülmesine katılma suçlarını kesinlikle reddetti. Bu olayın muhtemel sorumlusu Yüzbaşı İlyas hâlâ bulunamadı, fiilen arandığı da sanılmıyor. 30 Kasım 1971'de İstanbul Askeri Cezaevi'nden kaçmayı başaran Gayan için yine de ölüm cezası istenmişti.

CIHAN ALTEKİN: Aynı şekilde geçen 30 Kasım'da hapisten kaçmıştı. Çeritli terörist hareketlerle, bu arada adam kaçırma ve banka soygunundan suçlanıyordu, ölüm cezası verilmesi mümkünüdü. Arkadaşları kırk üç gün aralıksız işkence gördüğünü iddia etmektedirler. Kısa bir süre içerisinde asılması mümkün olan üç idam mahkumundan Deniz Gezmiş'in lideri olduğu THKO'nun üyesi idi.

ERCAN ENÇ: Ankara SBF Öğrencisi, maoist egilimli.

ERTUGRUL KÜRKÜ: Dev-Genç Başkanı.

SAFFET ALP: İsrail'li diplomat Elrom'un kaçırlamasına iştirak etmiş olan yüzbaşı. Kaçıranlara olaydan sonra yataklık etmiş olması muhtemel. On ay polis takibinden kaçmıştır.

Kızıldere Dramı'ndan Sonra

TÜRK HÜKÜMETİ "HAYDUTLARI BERTARAF ETMEK"

DİYEREK DEVRİMÇİLERİ HEDEF ALIYOR

(Le Monde, 1.4.1972, Sayfa:1, Manşet)

...Türkiye'de üç yabancı teknişiyenin devrimci militanlarca kaçırlılışı, öğle sonu bir trajedi halini aldı. Türkiye Barbakanı Nihat Erim, Ottawa ve Londra'ya gönderdiği taşiyet nesajlarında, "Bu trajik olay, dostlarımızın, Türkiye'de kar-i kar-iya bulundugumuz durumu ve haydutların yıkıcı amaçları için bu kadar rezilane suçlardan bile geri kalmamaya azimli bulunduklarını anlamalarına yardımçı olacaktır. Yurdumuzda bertaraf etmemiz seyler bunlardır," diyor.

Per-embeyi cumaya bağlayan gece İstanbul'da üç zararsız patlama oldu. Bir banka ve bir büyük magazaya ates edildi.

MASUMLARIN KIRIMI

(Le Monde, 1.4.1972 -Basyazı)

...Şurası kesin ki, Karadeniz yakınında meydana gelen trajedide sorumluluk tek tarafa ait değil. Ankara Hükümeti karışıklığın önüne geçmek için büyük araçlara başvuruyor ve sıkıyönetim sorumluları çogu kez, sanık olarak gösterilenlerin gerçekten suçlu olup olmadıklarını öğrenmeden ezip geçiriyorlar. Bu sırada baskın gerilla egilimleri yaratıyor ve zaten yasadısında bulunları tahrik ediyor. Çogu genç, kaybedecek hiçbir şeyi olmayan bu adamlar yasallıkta infaz mangası yada uzun mahpusluklar beklerken ılimliliğa nasıl çekilebilirler? Hükümetler her vakit süküneti getirmek için bir avuç isyancıyı acımasız ezmenin yeterli olduğunu düşünmek egilimdirler. Halbuki Oğüst ikibin yıl önce, bunalımlı dönemlerde en etkilipolitikanın şefaat olduğunu gösterdi. Türk Hükümeti bu canlı örnekten hisse çikarmak durumunda değil miydi?

Demek ki, ondört kişi, polis teröristlerle görülmeye yanaşmadığı için öldürüldü. Kaçıranların bulunduğu eve yapılan hücumun sonu açıkça kırmızı. O halde yadsınan devlet otoritesinin yeniden kurulması için masumların feda edilmesi mi gerekiyor? Türk Hükümeti şüphesiz hasımlarından birkaçını bertaraf etti, fakat korumak zorunda olduğu adamları kurtarmaktan aciz olduğunu göstererek de bir yenilgiye ugradı.

Kızıldere Trajedisini Bahane Ederek

TÜRK GENERALLERİ REJİMİN FASİZANLIGINI ARTIRIYORLAR

(L'Humanite, 1.4.1972)

Küçük bir Türk köyü olan Kızıldere'de bir evde "Halk Kurtuluş Ordu-su"nun dokuz üyesinin ve ellерindeki üç rehininin ölümünün arkasındaki esrar perdesi olduğu gibi durmaktadır. İçişleri Bakanı'nın Millet Meclisi'nde yaptığı, gözlemlenelerin olay yerindeki ilk raporlarıyla gelişen son açıklamasına inanmak mümkün degildir.

Eğer İçişleri Bakanı'nın söylediğleri doğruya, güvenlik kuvvetlerinin eve girmesinden sonraki şiddetli çarpmada, evde bulunanların hepsinin ölmesine karşılık sadece tek bir askerin yaralandı olması nasıl açıklanabilir? Evi

kusatanlarla evdekiler arasında geçen konuşmaları tam bir süketla geçiştiren polis raporlarında aklın kabul edemeyeceği şay sadece bu da değil. Bilinen, "Halk Kurtuluş Ordusu" üyelerinin, rehinelere karşılık, ülkeyi serbestçe terketmek istedikleridir.

Artan Baskı:

Bugün sonuç olarak açıkça beliren sey, üç NATO teknisiyeninin trajik kaçırmalı olayının ve Türkiye'deki heyecanın; askeri rejimce ülkedeki baskıyı artırma bahanesi olarak kullanılmak istendigidir. Nitekim silahlı çatışmadan birkaç saat sonra hükümet yeni baskı tedbirleri hazırlamak ve rejimin fasızlığını artırmak üzere toplandı. Ankara Fen Fakültesi öğrencilerinin Kızıldere katliamını protesto için cuma günü girişikleri grev üzerine askeri birlikler derhal fakülteyi işgal ettiler ve öğrencileri tutukladılar. Hükümet alelacele bir bildiri yayinallyarak en küçük bir protesto olayı çıkarsa üniversitelerin kapatılacağı tehdidiyle öğrencilere gözdağı verdi.

Geniş Halk Muhalefeti:

Hemen alınacak tedbirlerden ilki, bir yıldır 11 ilde sürmekte olan ve iki ayda bir uzatılan sıkıyönetimin belirsiz bir tarihe kadar uzatılması olabilir. İstanbul'da gece altı bomba patladı. Birisi bir askeri depo. ötekiler geritli magazaların önünde... Ünye Hava Üssü'nde görevli teknisiyenlerin kaçırmılması gibi tecrit edilmiş eylemler, şüphesiz ki, Türkiye'de 12 Mart 1971'de getiilen askeri rejime karşı geniş halk muhalefetini bütünüyle yansıtımaktadır.

Sendikaların kısıtlanmasına ve grev hakkının askiya alınmasına karşın, işçiler fabrikalarda protestolarda bulunmaktadır. En yakın grevlerden birisi olan Pasabahçe Cam Fabrikası grevi 48 gün sürdü. Altı çocuk babası bir işçi polis tarafından öldürülüdü.

Askeri darbeden bu yana bir yıldır 10 binden fazla insan rejime muhalefet nedeniyle tutuklandılar. 5000 kişi hapishanelerde yargılanmayı bekliyor.

Generaller, issızlığın artması ve fiyatların korkunç bir hızla yükselmesinin yanısıra, temel hak ve özgürlüklerin de kısıtlanmasıyla katmerleşen bir halk hoşnutsuzluguyla karşı karşıya bulunmaktadır.

Kızıldere katliamı, generallerin, Türkiye halkın bileklerindeki kelepçeyi biraz daha sıkıştırmalarına bahanedir.

Kızıldere Kiyiminden Sonra

HÜKÜMET YENİ BASKI TEDBİRLERİ DÜŞÜNÜYOR

(Le Monde, 2-3 Nisan 1972, Sayfa:2)

Ünye'deki rehineler olayının trajik bağlanımdan sonra Türk Hükümeti, asırı hareketlere karşı yeni tedbirleri incelemek üzere 31 Mart cuma sabahı toplandı. Diger yandan Ankara Askeri Komutanı, öğrencilere, ailelerine ve eğitim üyelerine sert bir uyarı yayınladı. Uyarıdan, üniversitelerde sıkıntılı durumun devam ettiği ve üniversitelerin kapatılabileceği anlaşılmaktadır.

Cuma sabahı Kızıldere katliamını protesto etmek için Ankara Fen Fakültesi'nde derslere girmeme grevi başlatılmıştır. Grevciler iktidarı "fasist" ve "katil" olarak nitelendirdikleri bildiriler dahilindelardır. Dekanın isteği üzerine bir askeri birlik fakülteyi kuşatmıştır. Sıkıyönetim yetkilileri bir düzine grevciyi tutukladırlar. Bu, sıkıyönetimin ilanından bu yana geçen onbir ay içerisinde bu içerisinde ilk olaydır.

Kızıldere Olayı hakkında İçişleri Bakanı'nın meçliste yaptığı açıklama üzerine, CHP milletvekilleriyle, onları THKO'nun üç üyesi Deniz GezmİŞ, Hüseyin İnan ve Yusuf Aslan'ın idamlarına karşı çıkararak memlekette anarşîye meydana vermekle suçlayan AP milletvekilleri arasında kaba kuvvet olayları meydana gelmiştir. İnönü'nün partisi CHP, idamları öngören kanunun en azından sekil yönünden iptali için Anayasa Mahkemesi'ne başvurmuştur.

Gazetelerin hepsi üç rehinelerin öldürülmesi olayını tümüyle mahkum ediyorlar ve içlerinden hiçbirisi Kızıldere olayının bağlanına ilişkin verilmiş olan gelişkili haberler hakkında hükümete tek bir soru yöneltmiyor.

KİYİMİN BİLAMÇOSU

İçişleri Bakanı Ferit Kubat, parlamento önünde olayla ilgili bilgi verirken, rehineler ve kaçırganların ölümlerine dair verilmiş değil resmi haberlerin tersi bir açıklama da yapmış bulunmaktadır. Bu cümleden olarak, "son dakikada alınan bir habere göre", Dev-Genc eski başkanı Ertuğrul Kürkçü'nün henüz bilinmeyen

nedenlerle öldürülerek kurtuldugu ve saklanmis oldugu ambarda canlı olarak ele getigini açıklamistir. Kubat, Kürkçü'nün, rehinelerin öldürülmesi olayına karıştigini itiraf ettigini de eklemistir. Bakan, kiyimin son bilançosunun on üç ölü olarak tesbit edildigini belirtmistir: İki ingiliz, bir Kanadalı, on Türk. Türklerin kesin kimligi ise kürsüden açıklanmamıştır.

Halbuki perşembe gecesi resmi bir bildiri, Kızıldere muhtarının evinde ölü bulunan teröristler arasında Kürkçü'nün cesedinin kesin olarak teşhis edildigini belirtiyordu. Cuma günü yayınlanan bildiride cesedlerin üçünün tanınmayacak halde olduğu ve onlardan birinin Kürkçü olduğunu sanıldığı belirtiliyordu. Kızıldere'de muhtarın evine giren gazeteciler ve askerler, grubun sefi Mahir Çayan'ın bıraktığı iki mesaj buldular. Evin sahibine ait bir fotoğrafın arkasına çiziktilmiş olan birinci mesajda şayle diyordu: "Yedi kuşak boyunca torunlarınız hain sayılacaklardır. Biz savasarak ölüyoruz, ama sizin ölümleriniz farklı olacaktır."

Meclis kürsüsünden Kubat'in da tekrarladır gibi olaylar hakkında resmi bildiriye gare, evde bulunanların öldürülmesi, saldırının, evin dört köşesinde cereyan eden çarpışmaların sonucunda olmuştur. Fakat olay yerinde bulunan gazeteciler, dokuz devrimcinin cesetlerinin aynı odada bulundugunu görmüşlerdir. Onuncu cesedi çatı arasında bulmuştardır. Sol kolu uzatılmış ve yumrugu sıkılmış durumda...

DISARIDAKİ TEPKİLER

Ünye'de rehimelerin kaçırmaması olayı sırasında Türk makamlarının tutumunu cumartesi günü İngiliz basını onaylıyordu, Tek aykırı ses, birinci sayfasına -u başlığı atan halk içgi gazetesi Daily Mirror'dan geliyordu: "Kurban: Türkiye görürmeye reddettiği için İngilizler katledildi."

Paris'te cuma akşamı yayınlanan bildirisinde Fransa Türk Öğrenci Birliği, "Ondört kişinin karanlık bir şekilde kıyılması"ni temelden kinamıştır. Kamuoyunun dikkatini, dış basına yayınlanan resmi bildirilerdeki zıtlıklara çeken ve Türk basınının sansür edilmekte olduğumu hatırlatan bildiride, "Kıyımda üzerinde durulması gereken nokta, İsrail Konsolosu Elrom'u öldürmeli olması ihtimali bulunanların hepsinin bertaraf edilmiş olmasıdır. Ayrıca üç rehineyi öldürenler de hiçbir zaman bilişmeyecektir," denilmektedir. "Kızıldere Kıyımı'nın gittikçe katlanılmaz ve yoğun hale gelmekte olan baskının bir parçası olduğu da hatırlatılarak, "başa kıyımların önüne geçilmesi için" fransız ve dünya kamuoyunun müdahalesi istenmektedir.

TÜRKİYE'DE HER TÜRLÜ SİYASİ EYLEM DURDURULUYOR (L'Humanite, 4.4.1972)

3 Nisan -Ankara - Beklendiği gibi Türkiye'nin subay yöneticileri, üç NATO uzmanının ölümünü, rejimin fasıstertirilmesini artırmak için bahane etmektedirler. Cumhurbaşkanı Sunay, bütün siyasi eylemlerin durdurulmak üzere olduğu konusunda uyarıcı bulunmak için başlıca parti yöneticilerini çağırılmış ve görüşmelerde, anayasanın bakanlar kuruluna kararnamelerle ülkeyi yönetmesini saglayacak şekilde değiştirilmesi telkininde bulunmuştur.

Gercekten de subaylar hâlâ istedikleri dikensiz gül bahesini yaramadıklarını düşünmektedirler. Parlamentoda CHP temsilcilerinin alüme mahkum edilen üç THKO üyesinin idamına karşı çıkması ve bu esnada meydana gelen olaylar subayları endişelendirmiştir. Bu bakımdan kişi özgürlüklerinde yeni sınırlamalar beklenmektedir.

Belçika Kralı Baudouin ve Kraliça Fabiola, Türkiye'de halen hakim olan politik tansiyonu ve üç gencin her an idamı tehditesini göz önünde bulundurarak, önemizdeki 3 Mayıs'tan 8 Mayıs'a kadar Türkiye'ye yapmaları gereken resmi ziyareti ertelemiştir.

Terörizmle Savaşmak Amacıyla TÜRK CUMHURBAŞKANI, HÜKÜMETİN OLAGANÜSTÜ YETKİLER ALMASINI İSTİYOR (Le Monde, 5.4.1972)

Ordunun Demirel Hükümeti'nin düşüsüne ve Erim'in iktidara gelmesine yol açmış olan 12 Mart 1971 tarihli muhtirasından aşağı yukarı bir yıl sonra Türk Cumhurbaşkanı Cevdet Sunay, siyasi partilerden, "seçimsel değerlendirmelere" dayanan

her ge- it siyasi eylemden kaçınmayı kabul etmelerini acele bir şekilde istemiştir... 3 Nisan Pazartesi kamuoyuna duyurulan bu istek Türkiye baskentinde, siyasi partilere, özellikle sikiyönetimin kaldırılması ve normal parlamento hayatına dönülmesi konusunda bir kampanya yürütmeekte olan İnönü'nün CHP'sine bir uyarı olarak değerlendirilmektedir.

Devlet Başkanının istedigi anayasa degisikligi, hükümetin kanun kuvvette kararnamelerle, "sinirlanmamış bir süre" içerisinde yürütme hakkına sahip olmasını öngörmektedir. Bu takdirde Nihat Erim asırlarla olan mücadelede her seferinde parlamentoşa başvurmak zorunda kalmayacaktır.

Her halükarda Ankara'da siyasi durum, Kral Baudouin ve Kraliçe Fabiola'nın Türkiye'ye resmi ziyareti geri almalarını gerektirecek kadar vahim sayılmaktadır.

BİR KATLİAM VE YALANLAR

(Politique Hebdo, No.23, 6.4.1972, s.31)

Kızıldere Katliami hakkında Türk Hükümeti tarafından yabancı gazete- cüllere yapılan resmi ve çeli-kili iki açıklama, 13 kişinin ölümüyle sonuçlanan dramı açıklamıyorsa da, bazı olaylar üzerinde durulabilir:

- İsrail Konsolosunu öldürmekle suçlananlar ortadan kaldırılmıştır,
- Üç İngiliz rehineyi öldürüler hiçbir zaman saptanamayacaktır,
- Kızıldere katliamı, tersine, kendini ancak giderek yoğunlaşan terörle koruyabilen bir fasist sistemin baskıcı mantık zincirinde yer almaktadır. (...) Tutugu Türk gevreleri, "arısı solcu" denilen unsurlara karşı baskıyı daha da sertlestirmektedirler.

BASKI İÇİN BAHANELER

(France Nouvelle, No.1377, 4-10 Nisan 1972, s.24)

Türkiye'de 12 Mart 1971'den bu yana ordunun kuvvet darbesiyle başlayan baskı bugün en uc noktasına ulaşmış bulunuyor. Çesitli dönemlerde onbinden fazla kişi tutuklandı. Uç genç ölüm tehdidi altında... Rejimi sürdürmek için karşılaşıkları gittikçe büyütlenen güllükler karşısında Türk ve Arjantin gerici hükümetleri, her olanagi kullanıyorlar.

ÜÇ MİLTANI KURTARALIM

(AfricAsia, 20 Mart- 16 Nisan 1972)

THKO, üç İngiliz teknisiyeni kaçırırmakla, 12 Mart 1971'deki örtülü hükümet darbesinden sonra ülkede uygulanan vahsi baskıyı frenlemek ve ilk elde de ölüm cezaları parlamentoca onaylanan üç militanın, Deniz Gezmis, Yusuf Aslan ve Hüseyin İnan'in hayatlarını kurtarmak istediler.

Ordu yüksek komutanlarında verilen ultimatomdan bir yıl sonra Türkiye'nin geniş bir toplama kampı halinde oldugunu kimse yadsıymaz. Bütün demokratik örgütler kapatılmış, tüm sosyalist yada ilerici yayınlar yasaklanmış, onbinlerce kitabı elkonulmuş, onbine yakın insan hapsedilmiş, bunların yüzlercesi iğkenceden geçirilmiş, 21 yurtsever genç ölüm cezasına garptırılmış, 17 genç de gaddarca sürdürülen "İnsan Avı" sırasında katledilmiştir. Ve halen yüzlercesi de ölüm cezası yada müebbet hapse garptırılma tehdidi altında sikiyönetim mahkemelerinde yargılanmayı beklemektedirler.

Generallere kalırsa, hükümet darbesi, düzeni egemen kılma zorumluluğunun sonucu idi. Asıl neden ise, Amerika'nın ve yerli işbirlikçilerinin çıkarlarını güvenlik altına almaktır.

Generallere ve kokusmuş politikacılara göre, mahkum genç militanların suçu, "anayasayı zorla değiştirmeye tesebbüs"tür. Aslında 1961 Anayasası'ni değiştirenler, bu genç militanlar değil, aksine, askerler ve onların kuklası haline getirilen parlamentodur. Özgürlük savaşının militanları, demokratik anayasayı zorla

değiştirmek için değil, tersine, hükümeti anayasal haklara saygı göstermeye zorlamak ve özgürlükleri güvence altına almak için dövüsmüşlerdir. Onlar, Amerikan Altıncı Filosu'nun Türkiye limanlarını kirletmesine ve Türkiye'yi kaplayan yüzlerce Amerikan üssünün bekçi köpekliğini yapanlara karşı dögüştüler.

TANIKLIK

Bir Fransız - Cezayir ortak yapımı olarak Costa Gavras'ça film çekilen ve son yılların en popüler politik filmlerinden biri olan "Z"in yazarı Vassilis Vassilikos, albaylar rejimiyle uzlaşmayı reddeden ve sürgün güçlüklerini Yunan Hükümeti'nin muhalif aydınlarla durmaksızın önerdiği usbirligine tercih eden yazarlardan biridir bugün.

Oralarda yaşayan Yunanlı işçi topluluklarıyla görüşmek için Avrupa ülkelerinde yorulmaksızın koşturulan yazar, yurdu Balkanlar'da i-kenceye ugrayanların haykırışlarına da ilgisiz kalmamaktadır. "Z"te Selanik'te yol ortasında polis ajanlarının sopayla katledilen sol milletvekili Lambrakis'in katli olayından hareket ederek bir öldürümün otopsisini yapmış olan Vasilikos, gesitli ülkelerde aynı biçimde i-leyen cinayet mekanizmasını da ortaya koymaktaydı.

Vasilikos'un aşağıda AfricAsia okurlaruna sunduğu şiir, ülkelerinde tırmamakta olan fasizme karşı esitsiz bir kavga veren Türkiye sol güçlerinin kavgasından esinlenmiştir:

Çeteçinin kanı ve çiglik.
Tarihi yeniden yapalım.
Yüzellinci
(yıldönümü)
Özgürliğin.
Kutluyoruz utançla.
Ve orada
(Almanya'da)
Sürgün işçiler.
O kadar çoklar ki
Minareler kurulmakta
Yanında fabrikaların
Müezzinler için
fabrika bacaları.
Ve orada kanın
sömürül>mekte kanı.
Yenigerileri fasizmin.
Yankilerin kiralık katilleri.
Altıncı Filo'nun torpidoları.

Nihat Akseymen,
Cavli Çulfaz

~~46 Wilmington Square~~
LONDON WC. 1
ANGLETERRE



7 Poets Rd
N-S



writing -